

Antoine Kaburahe : « Moi j'ai envie de rentrer au Burundi, c'est mon pays ! »

Le Monde, 08/06/2020. « J'espère que après la prise de fonction d'Evariste Ndayishimiye, l'espoir renaît en Belgique, Antoine Kaburahe est le directeur de publication de « Iwacu », dont quatre journalistes ont été condamnés à deux ans et demi de prison. Au Burundi, le journalisme est un métier risqué. Rares sont les indépendants à pouvoir encore y travailler. Iwacu est l'un des derniers à maintenir ses publications en bravant d'immenses dangers.

Depuis le 22 juillet 2016, Jean Bigirimana, l'un des membres de la rédaction, est porté disparu. La justice burundaise n'a toujours pas élucidé cette disparition mais a en revanche, vendredi 5 juin, confirmé en appel la condamnation à deux ans et demi de prison et 500 euros d'amende de quatre journalistes de Iwacu. Egide Harerimana, Christine Kamikazi, Terrence Mpozenzi et Agnès Ndiribusu avaient été arrêtés en octobre alors qu'ils enquêtaient près de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC) sur des affrontements entre les forces de sécurité et un groupe rebelle. Ils ont ensuite été reconnus coupables d'une tentative de complicité atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat. L'espace de liberté est considérablement restreint et la violence est revenue hanter la scène politique depuis qu'au président Pierre Nkurunziza a forcé la voie pour un troisième mandat. Sans observateur étranger et en pleine pandémie de Covid-19, les dernières élections se sont tenues en mai dans un climat de répression. Elles ont vu, sans surprise, la victoire du candidat du parti au pouvoir : le général Evariste Ndayishimiye. Exilé en Belgique après avoir été accusé d'avoir soutenu une tentative de coup d'Etat, Antoine Kaburahe, le fondateur et directeur de publication de Iwacu, espère que le nouvel élu sera l'homme du changement et de la réouverture du Burundi. Comment interprétez-vous la condamnation en appel des quatre journalistes de Iwacu ? Nous avons été surpris par cette décision, car nous avions un certain espoir, nous pensions que les juges allaient enfin dire le droit. Ces quatre journalistes n'ont commis aucun crime. Le 22 octobre, ils sont allés à Buzanza après qu'un parlementaire a annoncé une incursion de rebelles venus de RDC. Ils ont été arrêtés pour faire leur boulot de journalistes, mais très vite ils ont été arrêtés par les autorités locales, qui disaient pourtant que la situation était sous contrôle. L'arrestation a été violente. Christine [Kamikazi] a été giflée par un policier et emmenée dans un cachot, isolée pendant trois ou quatre jours. Nous pensions que cette affaire allait se régler assez vite, mais il y a eu ces accusations atteintes à la sécurité intérieure de l'Etat. Dans le premier procès, les juges ont demandé une condamnation à quinze ans d'emprisonnement ! Attendez-vous une autre décision des juges du fait du changement politique qui vient intervenir ? Il y a un nouveau pouvoir, mais Pierre Nkurunziza reste en fonction jusqu'à six mois d'août. Nous avons de l'espoir, car nous pensions avoir convaincu les juges que ces journalistes n'ont commis aucun délit. La liberté de la presse est reconnue dans la Constitution du Burundi. On aurait pu nous accuser sur un article d'incitation à la haine ou mal rédactionnel, mais là ça ne repose sur rien. Je crois qu'il y avait une volonté de faire un bruit sur cette attaque alors que nous, à Iwacu, nous ne voulons pas nous contenter des communiqués officiels comme seules sources. Depuis douze ans que nous existons, nous allons sur le terrain, nous enquêtons. Nous faisons du journalisme, tout simplement. Nous pensions que les juges allaient comprendre cela, mais nous avons finalement vu une justice totalement sourde qui a condamné quatre innocents. Maintenant, l'arrivée d'un nouveau président va-t-elle changer les choses ? On n'en sait rien. Nous sommes simplement déçus. Depuis 2015, il y a eu un travail de destruction des médias indépendants. Plus de 100 journalistes sont en exil. Des radios ont été détruites, brûlées. La BBC et Liberty de l'Afrique ont été interdites. Les journalistes étrangers n'ont plus accès au pays. Les leaders de la société civile sont presque tous en exil. Le Burundi va très mal. Regardez ! Moi, ma place ne devrait pas être en Belgique mais avec ma rédaction, au Burundi. Quel est le quotidien des membres de votre rédaction qui continuent de travailler au Burundi ? Nous avons payé un très lourd tribut. Il y a eu Jean Bigirimana, qui a été enlevé et dont on n'a jamais retrouvé le corps. Les menaces sont quotidiennes, tout comme les insultes sur les réseaux sociaux. On fait avec. Cette situation nous oblige à être solides sur la pratique du métier. Nous vérifions toutes nos informations, car nous savons qu'une erreur nous sera pardonnée. J'ai fui en 2015, mais le journal ne s'est pas effondré. On a continué dans un climat hostile. Nous osons donner un autre son de cloche dans un pays où les médias publics sont devenus des caisses de résonance du pouvoir. Le quotidien est difficile. Je tente de trouver des soutiens alors que la publicité ne suit plus. C'est compliqué, mais je peux dire que mes collègues qui sont restés sont des héros. Les élections se sont déroulées dans un climat particulièrement mauvais, notamment du Covid-19. Si les observateurs extérieurs étaient absents, Iwacu était sur place. Qu'ont pu observer les journalistes de votre rédaction ? Il y a tout de même eu un coup de théâtre totalement inattendu, avec cette proclamation officielle par la Commission électorale nationale indépendante, qui, 48 heures plus tard, annonce finalement au monde entier que ces résultats n'étaient qu'un brouillon. C'est ubuesque ! L'un de nous qui avait déployé des observateurs sur le terrain, a donné une déclaration très critique qui met en doute le scrutin. Mais que peuvent quelques centaines de journalistes dans un processus très compliqué à couvrir ? Je peux juste dire que c'est un scrutin qui pose question. L'Eglise a finalement félicité le nouvel élu, les Etats-Unis se sont dits prêts à travailler avec lui, le secrétaire général de l'ONU appelle toutes les parties à promouvoir une atmosphère pacifique. Faut-il un encouragement pour un changement interne du régime ou l'expression d'une lassitude ? Les diplomates sont à la situation. On l'a vu en RDC. Cette fois, il n'y a pas eu de violences, qui sont souvent la hantise des diplomates. Le pouvoir burundais rappelle souvent qu'il est souverain, qu'il a utilisé ses propres moyens, ce qui est vrai : les Burundais ont cotisé pour financer ces élections. Nous vivons dans un souverainisme revendiqué et il est assez mal vu que des diplomates étrangers, des « colonisateurs » pour reprendre un mot très usité en ce moment au Burundi, se mêlent des affaires intérieures burundaises. Alors que font ces diplomates ? Ils prennent acte, une sorte de minimum syndical où l'on salue le fait que les Burundais aient voté dans le calme. Les Burundais, malgré le climat de peur, ont fait leur devoir. Maintenant, j'ai l'impression qu'il y a une certaine lassitude, un dépit et de la frustration. Beaucoup de gens pensent que leur vote n'a pas été considéré. Quels seraient des signes d'ouverture forts, selon vous ? Il faut d'abord de la liberté. Nous avons une société civile dynamique, des médias que la plupart des pays africains nous enviaient. Nous

Actions arrivées à un climat de tolérance où la question ethnique devenait de plus en plus dépassée. La preuve : aujourd'hui le problème politique n'est pas entre Hutu et Tutsi, il se base sur des questions d'alternance, de justice sociale. Il faut qu'on libère les gens qui sont enfermés pour leurs idées. Ces quatre journalistes sont un symbole fort de l'injustice actuelle. Il faut aussi que nous renouions au niveau international. Le Burundi est un pays enclavé qui a des relations excellables avec son voisin rwandais. Le président sortant vient de faire quasiment cinq ans sans quitter le Burundi, sans le représenter dans les rencontres internationales. Nous voulions un président qui porte la voix du pays, qui soit l'ambassadeur du Burundi, et non un président emmuré. Il faut que le Burundi se désenclave politiquement, économiquement, que les 400 000 Burundais réfugiés en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie, rentrent. Nous avons d'immenses défis. Moi j'ai envie de rentrer au Burundi, c'est mon pays ! J'ai lancé l'initiative en 2008 avec cinq journalistes. Aujourd'hui, nous sommes un groupe de presse qui publie en français et en kirundi, une webtv, une webradio, une maison d'édition. J'ai envie de faire partager mon expérience, mais il faut donner de la visibilité. Le CNDD-FDD [l'ex-rébellion aujourd'hui au pouvoir] a porté cet espoir. Il a pris les armes pour faire changer les choses et beaucoup de gens soutenaient ce mouvement. J'ai été l'un de ceux-là. Je me disais « enfin », car ces gens qui arrivent au pouvoir ont souffert des régimes précédents, du monopartisme, des massacres de 1972. On se disait que ces gens allaient changer les choses. Evariste Ndayishimiye sera-t-il selon vous l'homme de l'ouverture ? Sera-t-il la rupture ou la continuité ? C'est la question à laquelle je ne peux répondre. J'espère que après sa prise de fonction, en août, il y aura un changement.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});